



## Journal de la Société des Océanistes

117 | Année 2003-2  
Nouvelle-Calédonie, 150 ans après la prise de possession

---

# Chronologie de la Nouvelle-Calédonie

Isabelle Leblic

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jso/1335>

DOI : 10.4000/jso.1335

ISSN : 1760-7256

### Éditeur

Société des océanistes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 299-312

ISSN : 0300-953x

### Référence électronique

Isabelle Leblic, « Chronologie de la Nouvelle-Calédonie », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 117 | Année 2003-2, mis en ligne le 22 mai 2008, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jso/1335> ; DOI : 10.4000/jso.1335

---

# Chronologie de la Nouvelle-Calédonie\*

par

Isabelle LEBLIC\*\*

- 4 septembre 1774** – « Découverte » par James Cook de la Grande Terre qu'il baptise Nouvelle-Calédonie. Il débarque à Balade où il reste huit jours.
- 26 septembre 1774** – James Cook reconnaît l'île des Pins.
- 1840-1841** – Les premiers teachers samoans et tongiens sont débarqués par la LMS dans le Sud (île des Pins, Tuauru) et à Maré.
- Décembre 1843** – Débarquement des premiers missionnaires maristes à Balade.
- 1844** – Débarquement des premiers militaires français en Nouvelle-Calédonie.
- 24 septembre 1853** – À Balade, prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par l'amiral Febvrier-Despointes au nom de la France.
- Juin 1854** – Fondation de Port-de-France – rebaptisée Nouméa le 14 mars 1866 – par Tardy de Montravel.
- 20 janvier 1855** – Les terres sont proclamées propriétés de l'État français (déclaration n° 18 du gouverneur du Bouzet).
- 1<sup>er</sup> octobre 1859** – Premières créations de réserves pour les « terrains reconnus nécessaires pour les besoins des indigènes ».
- 2 septembre 1863** – Par décret, la Nouvelle-Calédonie est déclarée lieu de transportation. Le bagne calédonien débute en 1864.
- 1865** – Représailles contre Gondou et Poit-chilli, après l'assassinat du colon Taillard à Wagap par Poindi Poit-chilli.
- 24 décembre 1867** – Arrêté créant la tribu<sup>1</sup>, collectivité reconnue administrativement par le pouvoir colonial.
- 22 janvier 1868** – Les réserves sont des biens collectifs, « inaliénables, incommutables et insaisissables ».
- 6 mai 1871** – Arrêté instituant les corvées pour les colons et l'Administration.
- 23 mars 1872** – La Nouvelle-Calédonie devient terre de transportation.
- 1875** – Début de l'exploitation du nickel après la découverte, par Jules Garnier, des silicates de nickel, dont la « garniérite ». On fait venir de la main-d'œuvre vietnamienne, javanaise et des Indiens malabars.
- 6 mars 1876** – Arrêté 153 qui institue le cantonnement des Kanaks et règle la procédure de délimitation des réserves.

1. Aujourd'hui, on compte trois cent quarante et une tribus regroupées en cinquante-sept districts.

\* Cette chronologie est une reprise partielle de celle que j'ai publiée en mars 1998. Je n'en retiens ici que les dates principales et je l'ai complétée pour les cinq dernières années. Pour les sources utilisées, voir ci-dessous les références bibliographiques. Notons que pour célébrer *Un siècle d'acculturation en Nouvelle-Calédonie. 1853-1953*, le JSO 9 avait déjà publié une « Chronologie de la Nouvelle-Calédonie de la découverte de l'île au cinquantenaire de la prise de possession. 1774-1903 », réalisée par Patrick O'Reilly. Nous y renvoyons donc le lecteur pour plus de détails sur cette période, car nous avons fait le choix d'insister ici essentiellement sur la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, qui correspond à ce que l'on a appelé le réveil politique kanak.

\*\* LACITO UMR 7107, CNRS Villejuif, leblic@vjf.cnrs.fr

- 27 octobre 1876** – Arrêté sur l'organisation des tribus kanak et l'établissement des Grandes chefferies.
- 1878** – Écrasement de la révolte kanak dirigée par le chef Ataï, qui fut décapité et dont la tête fut emportée en France. Premier soutien aux Kanaks par Louise Michel, déportée en Nouvelle-Calédonie après la Commune de Paris, qui a refusé de participer à la répression.
- 4 février 1879** – Rapport du général de Trentinian, président de la commission d'enquête sur les causes de la révolte de 1878.
- 18 juillet 1887** – Statut de l'indigénat instauré par décret pour dix ans<sup>2</sup> : les Kanaks sont dès lors placés hors du droit commun et sont soumis à la discipline de l'administration coloniale. Le recensement comptabilise quarante-cinq mille Kanaks.
- 1895** – Abolition du bague pour la promotion d'une colonisation d'immigration volontaire. Le Conseil général, sur proposition du gouverneur Feillet, vote l'impôt de capitation : dix francs par Kanak et par an, soit le salaire de dix jours de travail chez un colon.
- 27 octobre 1897** – Arrêté 806 organisant les tribus indigènes et plaçant plusieurs tribus sous l'autorité d'un Grand chef désigné par l'administration.
- 23 novembre 1897** – Arrêté fixant la procédure de cantonnement des Kanaks (trois hectares cultivables par individu).
- 9 août 1898** – Arrêté créant le district soumis à l'autorité d'un « grand chef » administratif alors que chaque tribu a à sa tête un « petit chef ».
- 22 novembre 1900** – L'impôt de capitation entre en vigueur (voir décret du 12 septembre 1895).
- 1901** – Vingt-sept mille Kanaks sont recensés, soit dix-huit mille de moins en quatorze ans.
- 1904** – Sept mille cent soixante Kanaks doivent payer l'impôt de capitation.
- 23 mars 1907** – Décret réglementant la responsabilité collective de la tribu.
- 30 décembre 1908** – Arrêté organisant l'état civil indigène.
- 7 septembre 1910** – Par arrêté, les Kanaks ayant travaillé comme engagés pendant au moins six ans peuvent obtenir la résidence libre.
- 1915** – Départ du premier contingent de sept cents soldats pour la guerre.
- 1916** – Pour éviter le recrutement pour la guerre de 1914, de nombreux Kanaks rejoignent les troupes du petit chef Tiamou. Recrutement de volontaires kanak pour le bataillon de tirailleurs indigènes.
- 1917** – Écrasement d'une deuxième grande révolte kanak dirigée par le chef Noël, qui sera assassiné en janvier 1918.
- 1918** – La population kanak cesse de décroître et commence une période de stagnation qui durera jusqu'en 1931.
- 23 mars 1922** – Par arrêté, les Kanaks ayant fait la guerre de 1914-1918 sont exonérés pour quinze ans de l'impôt de capitation.
- 1<sup>er</sup> janvier 1924** – Entré en vigueur de l'arrêté de 1922 sur les prestations indigènes instaurant, pour chaque homme valide, douze jours par an de travail obligatoire d'utilité publique.
- 3 octobre 1932** – Par décret, les Kanaks, anciens combattants, ou ayant dix ans d'armée ou de fonction publique, peuvent accéder à la citoyenneté française, sous réserve qu'ils sachent lire et écrire le français.
- 1<sup>er</sup> janvier 1935** – Création d'un état civil indigène (arrêté du 15 septembre 1934).
- 24 juin 1938** – L'entrée en application des accords de Genève, impliquant l'interdiction de toute forme de travail obligatoire, entraîne la suppression des corvées pour les Kanaks.
- Août 1945** – Des Kanaks (chefs, pasteurs, anciens combattants, moniteurs des écoles privées) obtiennent pour la première fois le droit de vote (mille cent quarante-quatre sur dix mille électeurs).
- Avril-mai 1946** – Abolition du statut de l'indigénat ; les Kanaks peuvent à nouveau circuler librement de jour comme de nuit et récupérer le libre droit de résider et de travailler. Statut de territoire d'Outre-mer donné par la Constitution de la IV<sup>e</sup> République. Les Kanaks deviennent citoyens de l'Union française.

2. Il sera prorogé par le gouverneur tous les dix ans jusqu'à son abolition par la promulgation, d'une part, du décret du 14 février 1946 supprimant les sanctions ordinaires de l'indigénat et, d'autre part, de la suppression de l'interdiction de circuler et de la tutelle du chef comme du patron, ainsi que de l'interdiction du travail forcé, des prestations et des réquisitions (en avril 1946).

- 1946** – Création du Parti communiste calédonien (PCC) par Jeanne Tunica, première forme d'organisation politique kanak, avec plus de deux cents adhésions. On voit des drapeaux rouges dans les mines. Création, en réaction au PCC, des premières associations catholique et protestante en milieu kanak, l'UICALO<sup>3</sup> (mai 1946) et l'AICLF<sup>4</sup> (10 février 1947), qui préfigurent l'Union calédonienne.
- 19 novembre 1949** – Déclaration universelle des droits de l'homme.
- 1951** – Droit de vote élargi à huit mille sept cents électeurs kanak ; les Kanaks sont encore majoritaires sur le territoire.
- 1<sup>er</sup> juillet 1951** – Maurice Lenormand est élu député de Nouvelle-Calédonie ; largement supporté par les Kanaks de l'UICALO et de l'AICLF, étant le seul candidat à avoir consacré une partie de son programme aux « problèmes autochtones », il sera nommé le « député des Kanaks ».
- 8 février 1953** – Première apparition de liste d'Union calédonienne, dirigée par Maurice Lenormand, avec le slogan « Deux couleurs, un seul peuple », à l'occasion des élections au Conseil général (qui remporte quinze sièges sur vingt-cinq), avec comme mots d'ordre : « Colons et autochtones, unissez-vous » et « L'année du centenaire sera l'année de la libération ».
- 11 décembre 1954** – Sortie du premier numéro de l'hebdomadaire de l'UC, *L'Avenir calédonien*.
- 1954** – Renvoi au Vietnam de mineurs tonkinois pro-Viet-Minh.
- Avril 1956** – Dans le cadre des grands travaux (barrages de Yaté et de Dumbéa), on fait venir de la main-d'œuvre de Wallis-et-Futuna.
- 12-13 mai 1956** – I<sup>er</sup> congrès de l'Union calédonienne (UC). Le président en est Roch Pidjot (de l'UICALO), le commissaire général Maurice Lenormand ; parmi les membres du bureau, il y a Dui Matayo (de l'AICLF).
- 23 juin 1956** – La loi-cadre de Gaston Defferre confère l'autonomie au territoire. Elle crée un Conseil de gouvernement local – élu par l'Assemblée territoriale qui se substitue au Conseil général –, avec des ministres territo-
- riaux. À cette époque, l'UC contrôle la quasi-totalité des institutions du territoire.
- 1957** – Suite à la loi-cadre, les Kanaks bénéficient enfin du suffrage universel.
- 18 juin 1958** – Manifestation à Nouméa des Européens du Comité de défense des libertés calédoniennes (gaullistes et extrême-droite), dont le père de Jacques Lafleur, contre le gouvernement territorial dirigé par Maurice Lenormand (les élections territoriales amènent des majorités kanak à l'Assemblée). En conséquence, le représentant du gouvernement suspend les institutions territoriales.
- 1958** – L'Assemblée territoriale opte pour le statut de TOM, une autonomie « associant les deux communautés » de la Nouvelle-Calédonie, au moment où, grâce à cette loi-cadre, toutes les anciennes colonies françaises d'Afrique choisissent l'autonomie puis l'indépendance. Au référendum constitutionnel, l'UC, sur la base de promesses faites par Paris, appuie le « oui » et, lors de son troisième congrès, « déclare solennellement ne jamais demander l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie et exclure du groupement toute personne qui la demanderait ». Le Rassemblement calédonien (RC) est créé par Henri Lafleur. De nombreux Caldoches quittent l'UC pour le rejoindre. Aux élections de décembre, le RC obtient 37 % des voix, laissant l'UC toujours majoritaire. Roch Pidjot, le successeur de Maurice Lenormand à la vice-présidence du Conseil de gouvernement, est le premier Kanak à ce poste.
- 1962** – Début des expériences nucléaires de Moruroa.
- 9 mars 1962** – L'Assemblée territoriale est à nouveau dissoute.
- Avril 1962** – Nouvelle majorité UC après les élections territoriales.
- 1963** – Les Kanaks ne sont plus majoritaires dans la population et, par conséquent, perdent aussi la majorité électorale. Cette situation ne pourra se renverser qu'au XXI<sup>e</sup> siècle.
- De 1962 à 1965** – Les acquis de la loi-cadre sont progressivement démantelés et la Nouvelle-Calédonie est reprise en main par la métropole (loi Jacquinot du 21 décembre 1963). Début de l'immigration massive en Nouvelle-

3. Union des indigènes calédoniens amis de la liberté dans l'ordre, catholique.

4. Association des indigènes calédoniens et loyaltiens français, protestante.

Calédonie, les Kanaks ne vont plus représenter la principale ethnie.

**17 janvier 1969** – Lois Billotte restreignant encore plus les attributions du territoire.

**1968-1969** – Sous l'impulsion d'étudiants kanak rentrés de métropole, apparition de groupes de jeunes Kanaks radicaux, « les Foulards rouges » (originaires des îles Loyauté) et « 1878 » (jeunes de la Grande Terre).

**10 décembre 1969** – Des dissidents de l'UC créent autour de Yann Céléne Uregei l'Union multiraciale (UM), premier parti politique kanak.

**Entre 1969 et 1976** – Quinze à vingt mille immigrants arrivent, dont de nombreux rapatriés d'Algérie ; la population augmente de 20 % mais, en proportion, la communauté augmentant le plus vite est celle des Wallisiens. Les Kanaks représentent la communauté dont la population augmente le plus lentement durant cette période. L'État français favorise ce mouvement en implantant nombre de fonctionnaires : le secteur administratif représente 27 % du PIB en 1983 contre 10 % en 1970.

**1970** – Le maire de Nouméa, Roger Laroque, proclame, deux ans avant Pierre Messmer : « Il faut faire du Blanc ».

**1972** – Les loyalistes gagnent les élections... grâce au renversement du rapport numérique dans la population et dans le corps électoral.

**Juillet 1972** – Lettre du Premier ministre, Pierre Messmer, au secrétaire d'État aux DOM-TOM sur les vertus de l'immigration massive pour empêcher les revendications indépendantistes :

« La présence française en Calédonie ne peut être menacée sauf guerre mondiale, que par une revendication nationaliste des populations autochtones appuyées par quelques alliés éventuels dans d'autres communautés ethniques venant du Pacifique. À court et à moyen terme, l'immigration massive de citoyens français métropolitains ou originaires des départements d'Outre-mer (Réunion), devrait permettre d'éviter ce danger, en maintenant et en améliorant le rapport numérique des communautés ».

**19 juin 1974** – Des exclus de l'UM créent l'Union progressiste mélanésienne (UPM).

**1975** – Le festival Mélanésia 2000 est organisé à Nouméa, entre autres par Jean-Marie Tjibaou.

**25 juin 1975** – Des élus et organisations kanak se réunissent à La Conception et élaborent un communiqué pour l'indépendance kanak.

Ils créent un Comité de coordination pour l'indépendance kanak, qui disparaîtra en octobre 1975. Les occupations de terres se multiplient.

**27 mai 1976** – Création du Parti de libération kanak (PALIKA) qui tient son premier congrès.

**1976** – Occupation de la Maison des étudiants kanak, rue des Écoles, à Paris, par des jeunes indépendantistes kanak, des Ni-Vanuatu et quelques étudiants caldoches, avec le soutien des groupes d'extrême-gauche et des libertaires.

**Décembre 1976** – Un nouveau statut d'autonomie – en retrait des dispositions de la loi-cadre –, présenté par Olivier Stirn, secrétaire d'État aux DOM-TOM, est voté par l'Assemblée nationale.

**13-20 mars 1977** – Aux élections municipales, le FULK (Front uni de libération kanak) apparaît et remplace l'UM. Apparition du Parti socialiste calédonien (PSC) dans les partis autonomistes qui deviendra le Parti socialiste de Kanaky (PSK) en 1982.

**Avril 1977** – Création par Jacques Lafleur du RPC, Rassemblement pour la Calédonie.

**Mai 1977** – Lors de son congrès à Bourail, l'UC se prononce officiellement pour l'indépendance.

**1978** – Création du Front indépendantiste (FI) rassemblant l'UC, le FULK (Front uni de libération kanak, autour de Yann Céléne Uregei), le LKS (Libération kanak socialiste, petit parti indépendantiste essentiellement implanté dans les îles Loyauté, autour de Nidoish Naisseline, ancien leader des Foulards rouges devenu grand chef de Maré), le PALIKA (Parti de libération kanak, issu du groupe 1878 et des Foulards rouges), l'UPM (Union progressiste mélanésienne, issue de l'Union multiraciale, UM) et le PSC (Parti socialiste calédonien, formé d'indépendantistes d'origine européenne, devenu depuis le PSK, Parti socialiste de Kanaky). Après dix-huit mois d'occupation, la Maison des étudiants kanak à Paris est évacuée.

**21 juillet 1978** – Suite à la création en métropole du RPR par Jacques Chirac, le RPC devient le RPCR, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République.

**24 mai 1979** – Loi mettant en place le « statut Dijoud », laissant la Nouvelle-Calédonie à la porte de l'autonomie.

- 1979** – Création d'un deuxième siège de député, au profit de la seule communauté européenne.
- 1<sup>er</sup> juillet 1979** – Le FI remporte quatorze sièges (35 % des voix) à l'Assemblée territoriale contre quinze au RPCR et sept à la FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne, centriste). L'Assemblée nationale adopte le principe d'une réforme foncière ; à cette époque, la superficie des terres occupées par les Kanaks représente moins de 20 % de la surface du territoire.
- 1980** – Fondation du Comité de revendication des terres de la côte ouest.
- 30 juillet 1980** – Les Nouvelles-Hébrides accèdent à l'indépendance et deviennent le Vanuatu.
- Août 1980** – Le XI<sup>e</sup> congrès de l'UC déclare l'indépendance pour 1982.
- 7 janvier 1981** – Loi institutionnalisant la réforme foncière engagée, en pratique, depuis 1978.
- Février 1981** – Scission du PALIKA réuni en congrès.
- Avril 1981** – Suite à la scission du PALIKA, création du LKS (Libération kanak socialiste).
- 19 septembre 1981** – Assassinat de Pierre Declercq, secrétaire général de l'UC. Création du Comité Pierre-Declercq (sorte de comité Vérité sur les assassinats, les exactions et la justice coloniale).
- 1982** – Création du Groupe des femmes kanak en lutte (GFKEL).
- Juin 1982** – La FNSC provoque un bouleversement de la majorité au Conseil de gouvernement en s'alliant avec le FI, permettant ainsi à Jean-Marie Tjibaou de devenir vice-président du Conseil.
- Septembre 1982** – Fondation de l'USTKE (Union des syndicats de travailleurs kanak et exploités, proche en France de la CGT) dont le mot d'ordre est « Usines, tribus, même combat ! ».
- Octobre à décembre 1982** – Sept ordonnances permettent à l'État d'intervenir directement dans des domaines de compétence traditionnelle du Parlement ou des institutions territoriales.
- Janvier 1983** – Suite à un conflit opposant les Kanaks de Koindé-Ouipouin à un entrepreneur, deux gendarmes sont tués.
- 8-12 juillet 1983** – La table ronde de Nainvilles-Roches reconnaît aux Kanaks un « droit inné et actif à l'indépendance ».
- Fin 1983** – Le Comité des terres de la côte ouest estime avoir récupéré plus de six mille hectares.
- 31 juillet 1984** – Adoption du statut Lemoine par l'Assemblée nationale qui sera boycotté par les indépendantistes.
- 22-24 septembre 1984** – Fondation du FLNKS qui succède au FI. Il est composé de l'UC, du FULK, de l'UPM, du PSC, du GFKEL, du Comité des terres de la côte ouest, de l'USTKE et du Comité Pierre-Declercq. Le PALIKA le rejoindra plus tard. Le LKS, membre du FI, se retire. Adoption de la charte du FLNKS spécifiant l'indépendance kanak socialiste (IKS) comme objectif.
- 18 novembre 1984** – Boycott actif des élections territoriales par le FLNKS : Éloi Machoro, secrétaire général de l'UC, brise une urne électorale et les Kanaks bloquent les routes de Nouvelle-Calédonie par une dizaine de barrages. Le RPCR remporte trente-quatre des quarante-deux sièges de l'Assemblée territoriale. Dick Ukeiwé, l'un des seuls Kanaks du RPCR, est élu chef de l'exécutif territorial. La droite calédonienne se convertit alors à l'autonomie interne qu'elle considérait jusque là comme l'antichambre de l'indépendance.
- 20 novembre 1984** – Heurts à Ponérihouen entre forces de l'ordre et indépendantistes. Occupation de Thio par les Kanaks qui désarment les colons et neutralisent le GIGN. Occupation des gendarmeries de Thio puis d'Ouvéa par les Kanaks. La Nouvelle-Calédonie est présentée par les médias comme étant en état d'insurrection.
- 25 novembre 1984** – Georges Lemoine, secrétaire d'État aux DOM-TOM, propose un référendum pour 1989 sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
- 2 décembre 1984** – Affrontement sur un barrage et mort d'un éleveur blanc. Edgar Pisani part pour la Nouvelle-Calédonie comme émissaire spécial du gouvernement, avec pour mandat d'« assurer l'ordre et maintenir le dialogue [et] préparer les modalités selon lesquelles sera exercé le droit à l'autodétermination ». Le FLNKS installe, dans la clandestinité, le Gouvernement provisoire.

- 4 décembre 1984** – Arrivée d'Edgard Pisani à Nouméa.
- 5 décembre 1984** – Massacre de Hienghène. Lors d'une embuscade, des loyalistes assassinent dix Kanaks de Tiendanite (Hienghène), dont deux frères de Jean-Marie Tjibaou. Malgré cela, le FLNKS et Jean-Marie Tjibaou confirment leur mot d'ordre de lever les barages sur le territoire.
- Janvier 1985** – Voyage éclair de François Mitterrand en Nouvelle-Calédonie.
- 7 janvier 1985** – Pisani publie son plan, prévoyant « l'indépendance association », assortie d'une garantie des droits pour les non-Kanaks.
- 11 janvier 1985** – Après la mort d'Yves Tual, neveu du dirigeant du FN local Roger Galliot, émeutes anti-indépendantistes à Nouméa.
- 12 janvier 1985** – Au matin, Éloi Machoro et Marcel Nonnaro sont abattus par le GIGN dans une ferme de La Foa. Pour certains, il s'agit de neutraliser la lutte en éliminant ses « meneurs ». L'état d'urgence est décrété sur le territoire.
- Février 1985** – Le congrès du FLNKS de Nakéty décide que les instances de base du Front sont les comités de lutte unitaires. Créations des Écoles populaires kanak (EPK) sur instruction du FLNKS dans le cadre du boycott de l'école coloniale.
- Mai 1985** – Suspension du boycott au profit d'un libre choix des parents. Cinquante-six EPK avec deux cent trente animateurs scolarisent, dans huit communes, 15 % des enfants kanak (mille cinq cents à deux mille). (En 1994, il ne restera plus que trois EPK – Gossanah, Canala et Yaté.)
- 29 septembre 1985** – Élections territoriales dans le cadre de la loi Fabius-Pisani. Le FLNKS y participe et remporte trois « Régions Fabius-Pisani » sur quatre.
- Mars 1986** – Retour au pouvoir en métropole de la droite. Abrogation des ordonnances de Pisani : arrêt de la redistribution foncière.
- 1986** – Non-lieu et relaxe des assassins de Hienghène.
- 2 décembre 1986** – L'Assemblée générale des Nations unies – les trois-cinquième de ses États membres – adopte la résolution 41/41A affirmant « le droit inaliénable du peuple de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination et à l'indépendance ».
- 1987** – Le statut Pons cherche à mettre en place le droit commun, face au droit coutumier (notamment, propriété individuelle). Surveillance militaire des tribus (« nomadisation »)... Marche en Nouvelle-Calédonie contre le statut Pons : « Quinze jours pour Kanaky ».
- 4 décembre 1987** – Le FLNKS à l'ONU perd le soutien d'une vingtaine de pays.
- 22 janvier 1988** – Statut Pons à l'origine des événements d'Ouvéa (25 avril – 5 mai).
- 19-20 février 1988** – VII<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Tibarama (Poindimié).
- 15 mars 1988** – Le secrétaire d'État aux DOM-TOM, Bernard Pons, se rend en Nouvelle-Calédonie. À cette occasion, le RPCR de Jacques Lafleur demande la dissolution du FLNKS.
- 2 avril 1988** – Boycott actif des élections régionales décidé à la convention FLNKS de Néaoua.
- 22 avril 1988** – Un commando du FLNKS tente d'occuper la gendarmerie d'Ouvéa. Les gendarmes résistent (quatre gendarmes sont tués et vingt-sept sont emmenés en otages). Tentatives d'occupation en d'autres points du territoire. Isolement de Canala où l'armée incendie plusieurs cases.
- 23 avril 1988** – Le FLNKS pose trois conditions à la libération des gendarmes : l'annulation des élections régionales, le retrait des forces de l'ordre de l'île et la nomination d'un médiateur.
- 24 avril 1988** – Premier tour des élections présidentielles : 83 % d'abstentions aux îles Loyauté ; Mitterrand remporte 5 % des suffrages sur l'ensemble du territoire.
- 25 avril 1988** – L'île d'Ouvéa est interdite aux journalistes. Arrivée sur le territoire de Bernard Pons et de renforts de gendarmerie, dont des membres du GIGN. Libération de onze gendarmes. Incidents entre forces de l'ordre et indépendantistes sur tout le territoire. Six membres du GIGN se laissent prendre en otage à Ouvéa.
- 28 avril 1988** – Arrivée d'éléments de la Force d'action rapide.
- 30 avril 1988** – Débarquement de fusiliers marins sur la Grande Terre.
- 3 mai 1988** – Provocations de milices loyalistes à Nouméa.
- 4 mai 1988** – À Paris, Jean-Marie Le Pen déclare : « La soumission ou l'extermination ».

- 5 mai 1988** – Entre les deux tours des élections présidentielles, Jacques Chirac, Premier ministre, et Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, avec l'accord du Président de la République, François Mitterrand, décident de lancer, à Ouvéa, l'« Opération Victor », véritable action de guerre consistant en l'assaut de la grotte de Gossanah par des commandos spéciaux de l'armée. Dix-neuf morts du côté indépendantiste, dont certains exécutés après leur reddition ; deux militaires tués.
- 8 mai 1988** – François Mitterrand est réélu président de la République ; en Nouvelle-Calédonie, le candidat Chirac a remporté 90 % des voix. À Ouvéa, obsèques des dix-neuf victimes.
- 10 mai 1988** – Le PCF demande une enquête parlementaire sur « l'opération Victor ». Michel Rocard est nommé Premier ministre, Louis Le Pensec ministre des DOM-TOM. Les vingt-neuf inculpés de l'affaire d'Ouvéa sont transférés à Paris.
- 18 mai 1988** – Rocard envoie en Nouvelle-Calédonie, pour une « mission de dialogue », une délégation œcuménique (catholiques, protestants et francs-maçons) dirigée par Christian Blanc.
- 31 mai 1988** – Ouverture d'une information judiciaire contre X sur les circonstances de l'assaut.
- 5 juin 1988** – Élections législatives qui voient, sur le territoire, la réélection de Jacques Lafleur et de Maurice Nénou, tous deux RPCR.
- 8 juin 1988** – La mission de dialogue propose un référendum national sur un nouveau statut du territoire.
- 11 juin 1988** – Début des négociations entre les indépendantistes (FLNKS avec Jean-Marie Tjibaou, plus le LKS), le RPCR (Jacques Lafleur) et le gouvernement (Michel Rocard).
- 26 juin 1988** – Signature d'un accord tripartite à Matignon, sous la menace d'une « véritable guerre » (dixit Michel Rocard). Principaux points : reprise de l'autorité administrative directe de l'État sur le territoire pour une année, référendum national à l'automne sur les institutions à mettre en place, organisation d'un scrutin d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie dans les dix ans, libération prévue des prisonniers kanak auteurs de la prise d'otages d'Ouvéa (qui refuseront dans un premier temps cette libération en apprenant la teneur des accords). Une composante du Front, le FULK, opposée aux négociations, entre de plus en plus en dissidence.
- 12 juillet 1988** – Nouveau statut dit « Statut Rocard », reprenant la division du territoire en quatre régions.
- 24 juillet 1988** – Les indépendantistes réunis en convention FLNKS à Ouvéa demandent de nouveaux pourparlers avant d'entériner l'accord.
- 3 août 1988** – Douze prisonniers de l'affaire d'Ouvéa sont libérés.
- 19 août 1988** – Accord d'Oudinot sur le corps électoral, le découpage des provinces et sur l'amnistie qui vient compléter l'accord signé à Matignon. C'est cet ensemble qui sera nommé les accords de Matignon.
- 11 septembre 1988** – Accord sur l'avenir institutionnel du territoire entériné par la convention FLNKS de Nindiah à Houaïlou, tout en soulignant que cet accord n'offre aucune garantie concernant l'indépendance kanak et socialiste. Le FLNKS appelle à voter « oui » au référendum, seul un de ses « groupes de pression », le FULK, appelle à voter « non ».
- 6 novembre 1988** – Le « oui » l'emporte au référendum (mais avec plus de 60 % d'absentéisme, et même 82 % dans les DOM-TOM). Le résultat du référendum sur le territoire de Nouvelle-Calédonie donne : 36,7 % d'abstentions, 4 % de votes « blancs/nuls », 33,1 % de « oui » et 24,9 % de « non ».
- 18 novembre 1988** – Libération de cinquante et un prisonniers kanak en région parisienne et à Nouméa. Interdiction de tout contact avec le réseau de soutien et la presse.
- 3-4 décembre 1988** – VIII<sup>e</sup> congrès FLNKS de Ouaré à Hienghène.
- 23 janvier 1989** – Jean-Marie Tjibaou se rend au IV<sup>e</sup> sommet des pays du Fer de Lance, en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
- 12-19 mars 1989** – Premier et deuxième tour des élections municipales qui enregistrent une progression des voix indépendantistes (39 %).
- 31 mars 1989** – Recensement général de la population de Nouvelle-Calédonie.
- 4 mai 1989** – Tragédie d'Ouvéa. La veille de la levée de deuil, assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné par Djubelly Wéa, lui-même abattu par les gardes du corps.



- 18 mai 1989** – Le FULK est en désaccord avec le FLNKS ; il le quittera en 1990 et se dissoudra en 1992.
- 20 mai 1989** – François Burck succède à Jean-Marie Tjibaou à la présidence de l'UC ; Léopold Jorédié est vice-président. Roch Wamytan se rend, au nom du FLNKS, à l'Assemblée des non-alignés au Zimbabwe.
- 11 juin 1989** – Élections provinciales. Le FLNKS remporte la majorité dans les deux provinces, Nord et Îles, le RPCR gagne dans celle du Sud. Les présidents sont élus le 16 juin : Léopold Jorédié pour le Nord, Richard Kaloï pour les Îles et Jacques Lafleur pour le Sud. La période 1989-1992 sera marquée, au Congrès du territoire, par une sorte de pacte de non-agression UC-RPCR sur fond de développement séparé.
- 27 juin 1989** – La présidence du Congrès revient à Simon Loueckhote (RPCR).
- 28 juin 1989** – Lors de son VI<sup>e</sup> congrès, l'USTKE se retire du FLNKS.
- 29 novembre 1989** – L'Assemblée nationale adopte le projet de loi d'amnistie.
- 20-21 janvier 1990** – IX<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Saint-Louis, sans le FULK. Débat sur l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné.
- 4 février 1990** – Reconstitution de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné.
- 7-9 mars 1990** – Le FLNKS devient membre à part entière du Groupe des pays du Fer de Lance.
- 24-25 mars 1990** – Convention FLNKS de Nakéty : Paul Néaoutyine en devient président.
- 18 avril 1990** – La province Nord prend la décision d'acheter 85 % du capital minier de Jacques Lafleur.
- 23 mai 1990** – Le Conseil consultatif coutumier s'installe et compte quarante-trois grands chefs.
- 29 août 1990** – Création de l'Union océanienne (UO) rassemblant des Wallisiens et des Futuniens proches du FLNKS et inaugurant les premières rencontres avec les représentants des communautés kanak et wallisienne, cette dernière traditionnellement sous la coupe du RPCR.
- 23 novembre 1990** – Décès de Roch Pidjot, fondateur de l'UC et ancien député de Nouvelle-Calédonie.
- 16 janvier 1991** – Alain Christnacht remplace Bernard Grasset comme délégué du gouvernement à Nouméa.
- 27 avril 1991** – Congrès du FLNKS de Koindé (La Foa).
- 12 juin 1991** – Décès soudain d'Henri Wetta.
- 11 octobre 1991** – Centenaire de l'arrivée des premiers Vietnamiens en Nouvelle-Calédonie.
- 12 octobre 1991** – II<sup>e</sup> Comité de suivi des accords de Matignon à Paris.
- 10 mars 1992** – Décès du préfet Jacques Iékawé à Auckland (Nouvelle-Zélande).
- 12 juin 1992** – Centenaire de l'arrivée des Japonais en Nouvelle-Calédonie.
- 20 septembre 1992** – Référendum de Maastricht : le « non » l'emporte en Nouvelle-Calédonie.
- 27 septembre 1992** – Simon Loueckhote est élu sénateur avec cent quatre-vingt-douze voix contre cent quatre-vingt-huit à Roch Wamytan.
- Octobre 1992** – Création du Comité de défense et de soutien aux squatters à Nouméa.
- Novembre 1992** – « Crise hôtelière », achat par la province Nord d'un hôtel de luxe à Nouméa, consensus UC-RPCR remis en cause, retour à la normale avec la construction d'un nouvel hôtel par la province Sud.
- 1992** – Scission de l'UO sur le thème de l'indépendance qui aboutira à la création du RDO.
- 16 janvier 1993** – Congrès du FLNKS sur le bilan à mi-parcours des accords de Matignon.
- 4 février 1993** – IV<sup>e</sup> Comité de suivi des accords de Matignon à Paris : décision unanime de tout faire pour éviter le « référendum guillotiné » de 1998.
- 24 avril 1993** – Maxime Carlot, Premier ministre du Vanuatu, se rend en Nouvelle-Calédonie. Divergences au sein du FLNKS.
- 24 septembre 1993** – Fête des peuples indigènes à Poindimié dans le cadre de l'Année internationale des peuples indigènes.
- 10 décembre 1993** – V<sup>e</sup> Comité de suivi des accords de Matignon à Paris.
- 25 décembre 1993** – Célébration à Balade du cent cinquantième anniversaire de l'arrivée de l'Évangile en Nouvelle-Calédonie. À cette occasion, l'Église catholique demande officiellement pardon au peuple mélanésien pour sa part de responsabilités dans les souffrances

- qui lui ont été infligées au cours de l'histoire coloniale.
- 2 février 1994** – Création du Rassemblement démocratique océanien (RDO) dont le président est le Wallisien Alosio Sako.
- 6 février 1994** – XIII<sup>e</sup> congrès du FLNKS.
- 25 mars 1994** – Signature d'un accord de coopération entre la Nouvelle-Calédonie et le Vanuatu.
- 19 avril 1994** – La SLN ouvre une nouvelle mine : Kopéto.
- 20 mai 1994** – Le président fidjien Ratu Sir Kamisese Mara vient en visite officielle en Nouvelle-Calédonie.
- 15 juin 1994** – Le Conseil consultatif coutumier se réunit à Neouyo sur la commune de Houaïlou et définit des orientations en matière foncière (cadastre/développement économique) et organisationnelle.
- 29 juillet 1994** – Didier Cultiaux remplace Alain Christnacht comme délégué du gouvernement.
- 19 septembre 1994** – Idée lancée par Jacques Lafleur du pacte trentenaire « un Matignon bis » donnant plus de pouvoir à la Nouvelle-Calédonie.
- 1995** – Manifestations antinucléaires sur le territoire (dix mille personnes) à la suite de la décision de Jacques Chirac de la reprise des essais dans la zone pacifique.
- 3 février 1995** – Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, en visite en Nouvelle-Calédonie. Le FLNKS refuse de participer au VI<sup>e</sup> Comité de suivi des accords de Matignon.
- 9 juin 1995** – Didier Leroux crée Une Nouvelle-Calédonie pour tous (UNCT).
- 9 juillet 1995** – Élections provinciales qui confortent les majorités en place : le FLNKS au Nord et dans les Îles, le RPCR au Sud. En dehors du FLNKS, il y avait des listes présentées par l'UNI (Union nationale pour l'indépendance) à l'instigation du PALIKA, de l'USTKE et de membres de l'UC. Finalement, le FLNKS ne garde que la province Nord, celle du Sud reste aux mains du RPCR, la province des Îles est gagnée par une alliance LKS-FDIL<sup>5</sup>-RPCR. Jacques Lafleur (Sud) et Léopold Jorédié (Nord) restent présidents. Nidoish Naisse-
- line est élu pour les Îles, élection contestée par le FLNKS.
- Juillet 1995** – Blocage de la zone industrielle Ducos par l'USTKE et immobilisation des avions sur l'aéroport international de Tontouta ; heurts violents avec les forces de l'ordre.
- 31 juillet 1995** – Au Congrès du territoire, le RPCR perd la majorité absolue à cause d'une dissidence en son sein, ayant abouti à la création du nouveau parti UNCT, autour de Didier Leroux. Alliance FLNKS-UNCT pour une majorité de gestion au Congrès.
- 1<sup>er</sup> août 1995** – Élection de Pierre Frogier à la présidence du Congrès. Suite à l'alliance FLNKS-UNCT, des tensions se font jour entre le RPCR et le FLNKS pour l'élection au bureau du Congrès.
- 19 août 1995** – Dominique Bur remplace Didier Cultiaux comme haut-commissaire.
- 20 septembre 1995** – Le FLNKS et le RPCR reprennent des discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
- 18 octobre 1995** – Le Premier ministre Alain Juppé ouvre officiellement à Paris les discussions sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie.
- 12 novembre 1995** – Réunion en congrès à Lifou, l'UC réaffirme son projet d'État-associé.
- 25 novembre 1995** – Jacques Lafleur propose un référendum sur une solution consensuelle.
- 9 décembre 1995** – Lors du congrès de Nouméa, Roch Wamytan succède à Paul Néaoutyine, démissionnaire à la présidence du FLNKS.
- 30 décembre 1995** – Le FLNKS présente un projet de statut pour 1998 instaurant un état libre et souverain.
- 8 janvier 1996** – Décès de François Mitterrand à Paris.
- 12 janvier 1996** – Le FLNKS entame une série de réunions d'informations pour expliquer son nouveau projet politique. Le RDO s'associe au FLNKS.
- 31 janvier 1996** – Annonce des arrêts définitifs des essais nucléaires dans le Pacifique.
- 26 février 1996** – Première manifestation organisée par l'USTKE à Nouméa sur le thème de « la défense de l'emploi local » (cinq mille personnes).

5. FDIL : Front pour le développement des îles Loyauté, composé de dissidents de l'UC.

- 7 mars 1996** – Le FLNKS et l'UNCT occupent le Congrès pour réclamer un meilleur partenariat avec le RPCR.
- 1996** – Recensement de la population de Nouvelle-Calédonie, réalisé sous la direction de l'INSEE avec la collaboration de l'ITSEE (Institut territorial de la statistique et des études économiques). Depuis le dernier recensement, en 1989, la population s'est accrue de trente-trois mille habitants (avec un rythme annuel moyen de 2,6 %). Le territoire compte 196 836 habitants répartis comme suit : 41 413 en province Nord, 20 877 en province îles Loyauté et 134 546 dans la province Sud, le Grand-Nouméa (Nouméa, Mont-Dore, Dumbéa et Païta) comportant à lui seul 118 823 habitants, soit plus de 60 % de la population de Nouvelle-Calédonie.
- 18-19 avril 1996** – Comité de suivi des accords de Matignon à Paris. Arrêt des pourparlers qui ont débuté en octobre 1995 dans le cadre du Comité de suivi, désaveu de François Burck (président de l'UC), de Léopold Jorédié (président UC de la province Nord) et de Roch Wamytan (président [UC] du FLNKS depuis 1995), à la suite de la publication d'un article dans la presse française, article faisant référence à des négociations avec le RPCR prévoyant le maintien futur du territoire dans l'ensemble français avec leur aval. Rappel sur le territoire de la délégation qui se trouve à Paris, qui fut remplacée par Bernard Lepeu (devenu fin 1996 président de l'UC), Damien Yeiwéné et Charles Pidjot. Introduction du « préalable minier » avant toute reprise de négociation (échanges de massifs miniers et projet du FLNKS d'usine de traitement du nickel dans le Nord afin de rééquilibrer le territoire).
- 30 juillet 1996** – Le ministre des DOM-TOM, de Peretti, rencontre à Thio une délégation du FLNKS pour renouer les fils du dialogue. Le FLNKS présente un document concernant le règlement du contentieux colonial et le processus d'accession à l'indépendance. L'État s'engage à faire des propositions en septembre prochain.
- Août 1996** – Grève dans les établissements Ballande organisée par l'USTKE. En 1996, trente conflits sociaux sont officiellement répertoriés avec intervention de l'USTKE.
- 19 septembre 1996** – Le FLNKS pose le préalable minier avant toute discussion sur l'avenir institutionnel du pays, à savoir l'accès au gisement de Tiébaghi pour fournir la future usine du Nord.
- 3 octobre 1996** – Yves Cabana, responsable du dossier calédonien auprès du Premier ministre Alain Juppé, démissionne.
- Octobre 1996** – Manifestation appelée par le FLNKS pour la défense de l'emploi local et pour l'échange des massifs miniers (cinq mille personnes).
- 29-30 octobre 1996** – Appel à la grève générale par l'USTKE sur le conflit Ballande (grève de trois mois) et l'emploi local. Blocage des sites miniers par le FLNKS pour l'accès à la ressource pour l'usine du Nord.
- 12 novembre 1996** – Au congrès de Wagap, Bernard Lepeu remplace François Burck à la présidence de l'UC.
- 13 novembre 1996** – L'État propose l'échange des massifs miniers : Poum contre Koniambo pour l'usine du Nord.
- 27 novembre 1996** – Décès du député Maurice Nénou.
- 13 février 1997** – Le ministre des DOM-TOM, de Peretti, se rend en Nouvelle-Calédonie pour lever le préalable minier et relancer les discussions sur l'avenir du pays.
- 25 février 1997** – ERAMET est dépossédé de ses titres miniers sur le massif du Koniambo par l'État, afin de pouvoir réaliser l'échange des massifs Poum/Koniambo au profit de la SMSP.
- Mars 1997** – Trois semaines de mobilisation autour du problème minier, marches, manifestations, grève de l'USTKE et de l'USOENC (plus grande centrale syndicale du territoire hors fonctionnaires, proche en France de la CFDT).
- 29 mars 1997** – En soutien au projet de l'usine du Nord, des manifestations sont organisées par l'UC.
- 2 avril 1997** – Le projet d'implantation d'une usine de nickel à Goro est présenté.
- 10 avril 1997** – L'USOENC proclame la grève générale pour soutenir le projet de l'usine du Nord.
- 27 avril 1997** – Le FLNKS en congrès à Koné fait le choix de prôner l'abstention pour les prochaines élections législatives ; désaccord du PALIKA qui choisit de soutenir, avec l'USTKE, un homme d'affaires local qui ne se cache pas de ne pas être indépendantiste, Philippe Pentecost, dans la deuxième circonscription du territoire.

- 5 juin 1997** – Élections législatives. Les deux candidats RPCR, Jacques Lafleur et Pierre Frogier, sont élus, après un ballottage avec Philippe Pentecost pour le second.
- 17 juillet 1997** – Le Congrès élit Harold Martin comme président et Roch Wamytan comme premier vice-président.
- 29 juillet 1997** – Sous la présidence du grand chef Kawa Berger, un grand palabre est organisé à Nouville afin de définir les orientations coutumières pour les futures discussions politiques sur l'avenir institutionnel du pays.
- Novembre 1997** – Les anciens dirigeants de l'UC sont mis à l'écart de l'exécutif du parti.
- 4 et 17 novembre 1997** – Arrivée de cent dix *boat-people* chinois sur le territoire.
- 18 et 20 novembre 1997** – Manifestations rassemblant mille personnes, appelées par l'USTKE, le LKS, le FDIL et le PALIKA, pour la défense de l'emploi local et contre les *boat-people* chinois ; certains courants indépendantistes allant jusqu'à évoquer une tentative d'immigration sauvage organisée par la réaction locale. (Rappelons que plus de dix mille personnes sont arrivées en Nouvelle-Calédonie entre 1989 et 1996 pour une population totale de cent quatre-vingt-dix-sept mille personnes.)
- Décembre 1997** – Un Comité de coordination pour l'indépendance (CCI) rassemblant le LKS, le FDIL, des dissidents de l'UC (dont d'anciens dirigeants, Burck, Jorédié...) et le numéro deux du PALIKA, Raphaël Mapou (qui en est le porte-parole), entame des négociations directes avec Jacques Lafleur et le RPCR. Réactions dans les rangs indépendantistes.
- Fin 1997-début 1998** – Mobilisation sur le terrain (FLNKS-USTKE, parfois USOENC), blocage de mines, de l'usine de traitement du nickel de Doniambo (Nouméa). Nombreux reports du congrès du FLNKS sur fond de désaccord sur le préalable minier entre le PALIKA et les autres composantes du Front, le PALIKA étant partisan de reprendre les négociations au plus vite sans attendre le dénouement minier (désaccords internes dans le PALIKA en plus, entre un PALIKA-Nord et un PALIKA-Sud).
- Janvier 1998** – Ultimatum fixé au 31 janvier par le FLNKS concernant le préalable minier.
- 1<sup>er</sup> février 1998** – Dénouement positif du préalable minier. Possibilité de reprise des négociations gelées depuis mai 1996 et signature de l'accord pour l'échange des massifs miniers entre la SLN et la SMSP à Paris le 3 février.
- 14 février 1998** – Congrès du FLNKS confirmant la levée du préalable minier, Roch Wamytan comme président du Front et l'intégration du Rassemblement démocratique océanien (RDO, ex-UO, composé essentiellement de Wallisiens) dans le FLNKS ; avec la possibilité de reprise des négociations dans le cadre fixé par le Congrès.
- Fin février-début mars 1998** – Reprise des négociations tripartites entre les indépendantistes, le RPCR et le gouvernement sur l'avenir institutionnel et le scrutin de 1998 prévu par les accords de Matignon, et bipartites entre les indépendantistes et le gouvernement sur la reconnaissance du préjudice colonial.
- 16 mars 1998** – Manifestation de soutien aux *boat-people* chinois à Nouméa.
- 4 avril 1998** – À Paris, reprises des négociations politiques.
- Avril 1998** – Discussions préliminaires à la signature de l'accord de Nouméa. Réunion d'information organisée par le FLNKS à Poindimié pour expliquer la teneur de l'accord à venir.
- 22 avril 1998** – Cérémonie de réconciliation entre coutumiers et gendarmes à Ouvéa.
- 4 mai 1998** – Le centre culturel Tjibaou est inauguré à Nouméa.
- 5 mai 1998** – Signature de l'accord de Nouméa par le FLNKS, le RPCR et le Premier ministre pour le gouvernement français.
- 30 mai 1998** – Léopold Jorédié, Cono Hamu, Raphaël Mapou, François Burck et Aymard Bouanaoué créent la Fédération des comités de coordination indépendantistes (FCCI).
- 8 novembre 1998** – Les électeurs de Nouvelle-Calédonie, tels que définis par l'article 2 de la loi du 9 novembre 1988, sont appelés à se prononcer sur l'accord de Nouméa. Si le FLNKS et le RPCR appellent tous deux à voter « oui », il est certain que la signification de leur vote respectif n'est pas la même. En effet, pour le FLNKS, le vote « oui » signifie qu'au terme du processus des quinze à vingt ans prévus par l'accord de Nouméa, le territoire doit accéder à l'indépendance par la rétrocession des dernières compétences, d'ordre régalien. Pour le RPCR, il en va tout autrement, et l'appel au vote « oui » sous-entend qu'au terme du processus, la Nouvelle-Calédonie restera dans le

cadre de la République, avec l'autonomie qu'elle aura acquise durant cette période. Ce qui fait que le malentendu qui existait il y a dix ans au moment des accords de Matignon perdure et que, dans quinze à vingt ans, on reviendra « à la case départ », si aucune des composantes de la vie politique locale n'est revenue sur ses positions de principe quant à l'avenir du « Caillou ». Enfin, il faut noter que plusieurs partis politiques de moindre importance appelaient à voter « non » : outre les partis d'extrême droite dont le FN, l'UNCT – le parti de Didier Leroux – prônait aussi le vote « non » pour, dit-il, s'opposer à la future hégémonie de Jacques Lafleur sur l'ensemble des instances politiques du pays. Sur les 106 698 électeurs inscrits composant le corps électoral amené à se prononcer lors de ce référendum, 79 202 ont voté, soit 77 097 suffrages exprimés, 55 400 « oui » et 21 697 « non ». Ce qui nous donne donc un taux d'abstention de 25,77 %, 1,98 % de « blancs/nuls », 51,92 % de « oui » et 20,33 % de « non ». Par rapport aux résultats calédoniens du référendum de 1988, le taux d'abstention est plus faible (-11 points), de même que le vote « non » (-4,6 points), alors que le vote « oui » est bien supérieur (+18,8 points). Il semblerait donc que l'accord de Nouméa reçoive localement une plus grande adhésion que ceux de Matignon en leur temps, avec les réserves émises ci-dessus quant à la signification du vote « oui ».

- 22 décembre 1998** – L'Assemblée nationale adopte à l'unanimité les dispositions prévues par l'accord de Nouméa, soit les lois organique et simple déterminant l'avenir du territoire de Nouvelle-Calédonie.
- 23 janvier-12 février 1999** – Une délégation composée de Raphaël et Charles Pidjot, Roch Wamytan et Jean-Louis d'Anglebermes se rend à Paris pour finaliser, avec Jacques Lafleur et le ministre de l'Économie, l'accord de Bercy et le projet de loi organique. Signature à Paris de l'accord de Bercy (STCPI) entre le FLNKS et l'État.
- 13 mars 1999** – XIX<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Dumbéa (Koutio) pour définir la stratégie pour les élections provinciales.
- 19 mars 1999** – Le projet de loi organique est voté à l'Assemblée nationale.
- 30 mars 1999** – La population de Yaté entre en conflit avec Goro nickel pour défendre ses intérêts.
- 3 avril 1999** – Réuni en convention à Koutio, le FLNKS réagit sur le fait que l'État n'a pas respecté ses engagements sur la question du corps électoral. Un groupe FLNKS sera constitué au congrès de Nouvelle-Calédonie.
- 9 mai 1999** – Élections provinciales : Jacques Lafleur est réélu président dans le Sud, Robert Xowie est président de la province des Îles et Paul Néaoutyine de celle du Nord.
- 28 mai 1999** – Premier gouvernement de Nouvelle-Calédonie : Jean Lèques est élu président, Léopold Jorédié (FCCI) vice-président ; le FLNKS proteste, estimant que la vice-présidence devait lui revenir.
- 3 juillet 1999** – XIII<sup>e</sup> Sommet du Fer de Lance mélanésien à Port-Vila. La Nouvelle-Calédonie intègre le marché de libre-échange mélanésien.
- 24 août 1999** – Le Sénat coutumier comportant seize membres pour les huit aires coutumières est inauguré.
- 4 octobre 1999** – La Nouvelle-Calédonie est admise comme observateur auprès du Forum du Pacifique en réunion à Palau.
- 8 octobre 1999** – Roch Wamytan se rend à New York au Comité de décolonisation de l'ONU (quatrième commission).
- 28 octobre 1999** – Ultimes rencontres FLNKS-RPCR-État à Paris, pour la finalisation du projet de texte pour la révision constitutionnelle qui confirme le corps électoral figé.
- 11 novembre 1999** – Roch Wamytan succède à Bernard Lepeu à la tête de l'UC, réunie en congrès à Saint-Louis.
- 18 mars 2000** – XX<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Maré, où le rôle majeur du Front dans la lutte de libération est confirmé.
- 2 mai 2000** – Jean-Jacques Queyranne, secrétaire d'État à l'Outre-mer, réunit à Nouméa le Comité des signataires. La question de la STCPI domine les débats.
- 17 juillet 2000** – Accord pour l'entrée de la Nouvelle-Calédonie, via les trois provinces, dans le capital d'ERAMET/SLN.
- 15 août 2000** – La Nouvelle-Calédonie est admise pour la première fois à participer aux travaux post-forum du XXXII<sup>e</sup> Forum du Pacifique à Nauru.

- 1<sup>er</sup> octobre 2000** – Réunion des dernières colonies et possessions françaises (DOM-TOM, Corse...) à Paris.
- 25 novembre 2000** – XXI<sup>e</sup> congrès du FLNKS à Nouméa, où la principale question tourne autour des remous provoqués au sein du FLNKS par la création du groupe UC au congrès de Nouvelle-Calédonie le 11 avril de la même année.
- 28 novembre 2000** – L'hélicoptère transportant Raphaël Pidjot, P-DG de la SMSP, et son équipe s'écrase.
- 11-18 mars 2001** – Aux élections municipales, l'UC recule au profit de l'UPM et du PALIKA.
- 19 mars 2001** – Jean Lèques démissionne de la présidence du gouvernement. Il sera remplacé par Pierre Frogier qui réunira son premier gouvernement en avril.
- 23 mai 2001** – Le FLNKS (Jacques Lalié, Paul Néaoutyine, Roch Wamytan et Robert Xowie) participe au séminaire de décolonisation qui se tient à Cuba.
- 1<sup>er</sup> juin 2001** – L'accord particulier avec Wallis-et-Futuna est finalisé à Nouméa.
- 16-20 juillet 2001** – Réunion à Nouméa du XIV<sup>e</sup> sommet du groupe Fer de Lance mélanésien dont Roch Wamytan assure la présidence pour deux ans.
- 25 août 2001** – La convention FLNKS, réunie à Waho, décide la participation aux élections sénatoriales.
- 30 août 2001** – Pour le suivi du projet industriel de Goro Nickel est créé le Comité Rhéébu Nùù.
- 7 septembre 2001** – II<sup>e</sup> congrès du Pays kanak à Nouméa, où G. Mandoué succède à J. Wanabo à la présidence.
- 23 septembre 2001** – Simon Loueckhote est réélu sénateur ; Marie-Claude Tjibaou était la candidate du FLNKS.
- 3 novembre 2001** – Au congrès UC d'Ouvéa, Pascal Naouna succède à Roch Wamytan à la présidence.
- 17 novembre 2001** – Au congrès FLNKS de Ponérihouen, Roch Wamytan est démis de ses fonctions de président exercées depuis décembre 1995. Personne ne lui succède !
- 7-8 décembre 2001** – À Saint-Louis, le conflit foncier entre Kanaks et Wallisiens, latent depuis plusieurs années, dégénère : plusieurs maisons sont brûlées et l'on compte de nombreux blessés.
- 22 décembre 2001** – Congrès du FLNKS pour désigner un nouveau président. Entre les deux candidats, Paul Néaoutyine et Roch Wamytan, aucun accord n'est trouvé. Le bureau politique du FLNKS est donc chargé de la gestion des affaires courantes.
- 8 janvier 2002** – Jean-Marie Goyetta, jeune kanak originaire de Poindimié, est grièvement blessé à Saint-Louis au cours d'une fusillade. Il décèdera le 3 février.
- 22 janvier 2002** – Réunion du Comité des signataires à Paris pour dresser le bilan de la mise en œuvre de l'accord de Nouméa.
- 3-9 avril 2002** – Réunions des deux chefferies du Mont-Dore avec Thierry Lataste, délégué du gouvernement, ainsi que toutes les parties concernées par le conflit de Saint-Louis.
- 5 juillet 2002** – La province Sud cède à INCO le domaine de Prony. Une manifestation de protestation contre ce pillage des ressources minières du pays est organisée à Nouméa.
- 20 juillet 2002** – Visite ministérielle pour le suivi de l'application de l'accord de Nouméa.
- 15 août 2002** – Pour la première fois, le président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie participe au Forum du Pacifique qui se tient à Suva.
- 28 novembre 2002** – Suite à la démission de la liste UC conduite par Gérald Cortot, élection du deuxième gouvernement Frogier.
- 1<sup>er</sup> décembre 2002** – Le projet Goro Nickel est gelé pour raisons budgétaires (coûts plus élevés que prévus).
- 24 février 2003** – Le FLNKS participe au XIII<sup>e</sup> Sommet des non-alignés à Kuala Lumpur en Malaisie.
- 9 mars 2003** – Le Comité Rhéébu Nùù se rend au Canada à propos du projet INCO.
- 3 mai 2003** – Le Sénat coutumier lance les travaux sur le cadastre coutumier à Karagreu-Houaïlou.
- 24 mai 2003** – Le FLNKS se réunit en congrès à Moindou pour préparer le Comité des signataires.
- 17 juin 2003** – Comité des signataires à Koné.
- 25 juin 2003** – Nouvelles tensions à Saint-Louis, suite à l'incendie d'une case kanak, qui feront six blessés.

- 23 juillet 2003** – Jacques Chirac se rend en visite en Nouvelle-Calédonie.
- 28 juillet 2003** – Jacques Chirac se rend à Papeete pour le sommet France/Océanie.
- 6 août 2003** – XV<sup>e</sup> Sommet du groupe Fer de Lance mélanésien aux Salomons. Oscar Temaru intervient comme invité spécial pour la réinscription de la Polynésie française sur la liste des pays à décoloniser.
- 16 août 2003** – XXXIV<sup>e</sup> Forum du Pacifique à Auckland avec une participation de la Nouvelle-Calédonie (FLNKS-RPCR).
- 25 août 2003** – À la suite d'une opération de gendarmerie à l'intérieur de la tribu, la tension remonte à Saint-Louis où la mission est occupée par un groupe de jeunes.
- 30 août 2003** – Le FLNKS se réunit en congrès extraordinaire à Sarraméa pour s'expliquer sur les tensions internes autour de la visite de Jacques Chirac.
- 1<sup>er</sup> septembre 2003** – La Commission des lois de l'Assemblée nationale vient en mission d'information sur l'application de l'accord de Nouméa.
- 5 septembre 2003** – Nouveau drame à Saint-Louis avec la mort de deux jeunes gens, en conséquence du conflit non réglé depuis près de deux ans.
- 24 septembre 2003** – Célébrations du cent cinquantième anniversaire de la prise de possession de la Nouvelle-Calédonie par la France.

## BIBLIOGRAPHIE

- ASSOCIATION POUR LA FONDATION D'UN INSTITUT KANAK D'HISTOIRE MODERNE, 1984. *Contribution à l'histoire du pays kanak, Nouméa*, Éditions IKS, numéro spécial de *L'Avenir calédonien* 894, 232 p.
- KURTOVITCH, Ismet, Éléments d'une chronologie des « Événements », 1981-1988, in J.-M. Régnauld (éd.), *François Mitterrand et les territoires français du Pacifique (1981-1988)*, Paris, Les Indes savantes, pp. 259-268.
- LEBLIC, Isabelle *et al.*, 1998. Chronologie de la Nouvelle-Calédonie, du mouvement indépendantiste, du soutien et de l'AISDPK, *Kanaky* 31, pp. 4-9.
- LENORMAND, Maurice-H., 1953. L'évolution politique des autochtones de la Nouvelle-Calédonie, *Journal de la Société des Océanistes* 9 : *Un siècle d'acculturation en Nouvelle-Calédonie. 1853-1953*, pp. 245-299 (voir notamment le document annexe I : Liste chronologique des principaux actes officiels régissant la situation politique des autochtones de la Nouvelle-Calédonie, pp. 295-298).
- MAPOU, Raphaël et Roch WAMYTAN (éds), 2003. *Temps et mémoires du pays kanak. Du malentendu originel à la communauté de destin*, Nouméa, Comité du 150<sup>e</sup> (1853-2003), 97 p.
- O'REILLY, Patrick, 1953. Chronologie de la Nouvelle-Calédonie. De la découverte de l'île au cinquantième de la prise de possession. 1774-1903, *Journal de la Société des Océanistes* 9 : *Un siècle d'acculturation en Nouvelle-Calédonie. 1853-1953*, pp. 25-53.